

**Délibération n° 2017-02-23/2**

**Objet : Motion des membres de l'Union des Villes Portuaires du Languedoc Roussillon quant à la Loi Notre et son impact sur le transfert de compétences liées à la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activités portuaires**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
VILLE DE PEROLS  
CONSEIL MUNICIPAL DU 23 FÉVRIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois février,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le dix-sept février, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

**Présents :** J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre – J. Taverne  
M. Pellet - J.M Malek - P. Nivesse - O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal – M. Litton –  
F. Boyer - J.M Leiendeckers – B. Deltour – R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève -  
C. Prost - A. Jamet – S. Waselynck - I. Gianiel

**Absents représentés :** G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - A. Conesa excusé pouvoir à F. Bertouy

**Absent :** B. Lledo

---

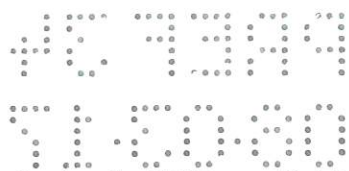
***Monsieur Michel Litton, conseiller municipal, rapporte :***

Considérant qu'aux termes des dispositions de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, les communautés de communes et d'agglomération voient leurs compétences obligatoires étendues, notamment en matière de « création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire (...) » ;

Considérant la décision unanimement prise par les membres de l'Union des Villes Portuaires d'Occitanie le 25 janvier 2017 réunis en Conseil d'Administration à Gruissan, sous la présidence de Serge PALLARES ;

Préambule :

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, modifiant le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5214-16 et L5216-5, implique le



transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2017, aux établissements de coopération intercommunale, des compétences relatives à la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activités portuaires en lieu et place des communes, bien que le terme de zones d'activité portuaire ne bénéficie pas de définition juridique claire.

Suite à la circulaire du ministre Jean-Michel BAYLET, en date du 8 décembre 2016, précisant la nature des zones d'activités portuaires, l'interprétation de l'Etat mène à un transfert de compétence effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2017, pour l'ensemble du périmètre des ports de plaisance, entendu comme une zone d'activité économique et comme une entité non sécable.

Ces informations étant encore insuffisantes pour être applicables sur les territoires, la loi ayant été interprétée sans concertation préalable avec les collectivités concernées, un certain nombre de questions persiste quant aux modalités de mise en œuvre :

- quelle sera la propriété du domaine public portuaire ?
- Existera-t-il un dédommagement auprès des communes concernées par les pertes de recettes et investissements associés ?
- Quelles seront les procédures quant à la gestion du transfert des ressources humaines ou encore, la mise en application des pouvoirs de polices portuaires ? etc...

A l'instar des membres de l'Union des Villes Portuaires (UVPO) réunis en Conseil d'Administration le 25 janvier 2017 à Gruissan, il est proposé au Conseil municipal d'adopter la motion suivante :

*« Les structures et collectivités représentées (communes et intercommunalités), souhaitent se mobiliser afin de demander à l'Etat et aux services compétents :*

- *La clarification par l'Etat de la définition juridique précise de la « zone d'activité économique portuaire » concernée par cette Loi ;*
- *La prolongation des délais de la mise en application de la Loi NOTRe,*

*Ces délais doivent permettre d'engager la concertation et le dialogue entre les collectivités concernées et les services de l'Etat sur les territoires.*

*Ce temps permettra également une prise en compte et une évaluation des conséquences des transferts de propriété du domaine public portuaire, des coûts financiers, des ressources humaines, de la mise en application des pouvoirs de police, ainsi que tous les impacts induits. »*

L'exposé de Monsieur Litton entendu et après en avoir délibéré, le Conseil municipal par 26 voix (ne prennent pas part au vote : A. Jamet, S. Waselinck) :

- ✦ Adopte la motion telle que proposée ci-dessus ;
- ✦ Dit que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 23 février 2017  
Le Maire  
Jean-Pierre RICO

